



**La démesure du Moi**

Freud a identifié trois éléments fondamentaux qui composent la psyché humaine : le Ça, siège du désir et des pulsions, le Moi, siège de l'identité, et le Surmoi, instance de l'autorité extérieure qui gouverne et contient le Ça et le Moi dans des limites acceptables.

Lorsque le Surmoi prédomine les individus ont tendance à se soumettre aux différents conditionnements imposés par les agents extérieurs tels que la famille, l'école, la culture, la religion ou la société. Le Surmoi peut donc être nocif à l'épanouissement personnel, mais son absence devient catastrophique puisque cela rend les relations sociales et le civisme impossible. Le Surmoi est vecteur de valeurs et de règles nous permettant de construire des relations stables dans le respect d'autrui.

Le Ça est aussi le siège de nos peurs ataviques et de nos angoisses existentielles avec qui le Moi doit se réconcilier s'il souhaite atteindre la réalisation de soi, en évitant le piège de l'hybris, de la démesure.

Ce dernier, communément appelé ego, n'est en fait qu'une coquille vide composée d'orgueil et de

vanité, frustré des attentes déçues, des offenses et des blessures passées, qu'il peine à surmonter. C'est l'ethos typique du bon fasciste narcissique.

La Loi et l'ordre correspondent à un Surmoi démesuré qui vient au secours d'un ego blessé et d'un Ça constamment frustré dans la poursuite de ses désirs qu'il n'arrive jamais à satisfaire. Si je ne domine pas le monde, la loi et l'ordre le feront à ma place en excluant tous les déviants et les différents.

Néanmoins, Freud a oublié la dimension spirituelle comme élément fondamental de la psyché humaine.

La conscience de l'altérité est davantage qu'un tribunal interne où nos gestes et nos pensées sont jugés en permanence. Elle établit une connexion avec la vie dans son sens le plus large en permettant de se sublimer dans un dépassement permanent de soi. La conscience n'est pas le siège des sentiments narcissiques et autoréférentiels qui se complaisent dans le manque et la fermeture sur soi, incapables de combler leur vide intérieur. L'essence de la conscience est la bienveillance

pour le monde qui nous entoure, l'amour son leitmotiv.

Dans l'univers, il existe une puissance d'amour extérieure à la vie humaine qui conspire à notre avancement plutôt qu'à notre disparition. Depuis toujours, elle est connue des plus humbles qui l'aperçoivent dans la magie à l'œuvre dans la nature, dans un horizon qui transcende nos envies, nos angoisses et nos peurs.

Pour la connaître, il suffit de s'extraire un moment du théâtre de nos vies où nous performons dans le regard des autres, pour entrer en soi-même et faire silence. L'Alma mater est la Terre-Mère et son courant nous élève dans son amour inconditionnel.

Yves Carrier

**Dans ce numéro**

<b>Camillo Torres</b>	<b>2-4</b>
<b>Pedro Casaldaliga</b>	<b>5-8</b>
<b>Principal belliciste</b>	<b>9-11</b>
<b>Protectorat</b>	<b>12-15</b>
#	
<b>Des nouvelles du CAPMO</b>	<b>16</b>

## Camilo Torres, une vie d'hier pour aujourd'hui

Par Movimiento de sacerdotes de la Iglesia de los pobres, Colombia 15 février 2026

Aux Camiles et Camilles anonyme d'hier et d'aujourd'hui. Aux disparus que le pouvoir veut stigmatiser et maintenir dans l'oubli. Aux être humains aimant la vie, la justice et la dignité.



En mémoire de Camilo Torres Restrepo – né le février 1929 à Bogotá et mort le 15 février 1966, nous reconnaissons non seulement un fait historique, sinon une interpellation éthique permanente. Sa vie condense plusieurs vocations : prêtre catholique, sociologue formé à Louvain, professeur d'université, animateur communautaire, promoteur du Front uni du peuple et militant insurrectionnel. Mais au-delà des catégories, Camilo fut un croyant radical dans l'amour efficace : la conviction que l'amour chrétien devait se traduire en transformation concrète des structures injustes.

### 1. Profondeur historique : inégalité, exclusion et violence structurelle

Camilo a vécu dans une Colombie marquée par l'héritage de La Violencia, (une guerre fratricide des années 1950), et l'exclusion bipartiste consolidée dans le Front national et la concentration historique de la terre et de la richesse. Dans les décennies 1950 et 1960, la pays possédait des indicateurs alarmants de pauvreté rurale, l'absence de réforme agraire effective et la marginalisation politique de vastes secteurs populaires. Avec sa formation sociologique, il compris que la pauvreté n'était pas une fatalité individuelle, ni un problème de moral privée, mais le résultat de structures économiques et politiques qui reproduisaient les inégalités. Il dénonça le fait que l'ordre social en vigueur niait les conditions minimales exigée par la dignité humaine aux paysans, aux ouvriers et aux habitants appauvris des villes. Cette lecture structurale l'amena à affirmer que la charité individuelle, sans la justice sociale, était insuffisante. Il ne suffisait pas d'alléger la souffrance, il était nécessaire de transformer les causes qui la produisait.

### 2. L'approche éthique : l'amour efficace comme principe politique

Le cœur éthique de la pensée de Camilo se résume en une affirmation provocatrice : « Si J.sus vivrait aujourd'hui, il serait un guérillero ». Au-delà de la littéralité historique, cette phrase exprime une éthique incarnée. Pour Camilo, l'amour du prochain ne pouvait se limiter au domaine spirituel, il devait assumer les conséquences politiques.

Son option pour les pauvres ne fut pas une consigne idéologique, mais une conséquence de l'Évangile lu à partir de la réalité concrète. Inspiré par le commandement de l'amour et par une conscience critique de l'ordre social, il soutenu que la neutralité devant l'injustice équivalait à la complicité. L'éthique chrétienne, dans sa perspective, exigeait de prendre partie pour ceux qui étaient victimes du système.

Cette posture le mit en tension avec les élites économiques et politiques ainsi qu'avec les secteurs conservateurs de la hiérarchie ecclésiastique qui préféraient une Église alignée sur l'ordre établi. Camilo réclamait une Église prophétique, non accommodée, une Église samaritaine, proche des aspirations du peuple.

### **3. Dimension pastorale : une Église en sortie et en conflit**

Avant le Concile Vatican II et la Théologie de la libération qui naquit ensuite, Camilo anticipa de nombreuses intuitions qui bientôt marquèrent l'Église latino-américaine. Son expérience pastorale ne se limita pas au culte sacramentel, elle s'exprima par l'organisation de communautés, dans la promotion de la participation populaire et dans la recherche de l'unité entre différents secteurs sociaux.

Sa proposition d'un Front uni du peuple cherchait à articuler ensemble les secteurs paysans, ouvriers, étudiants avec d'autres secteurs progressistes autour de revendications communes. Il n'était pas simplement un stratège politique, mais une expression pastorale d'une communion historique : la construction de ponts entre les opprimés.

Aujourd'hui, des mouvements comme Les prêtres de l'Église des pauvres et une multitude de communautés ecclésiales de base continuent de se sentir interpellés par cet héritage. Lire la réalité à partir de « l'Évangile des appauvris » implique d'accompagner les luttes territoriales, les résistances ethniques, les demandes de justice environnementale et les recherches de paix avec justice sociale.

### **4. Dimension politique : hégémonie, narratives et débat pour l'interprétation du sens**

Hier comme aujourd'hui, les structures de pouvoir produisent des récits qui réduisent la violence à de la simple criminalité ou à du narcoterrorisme, invisibilisant les racines structurelles du conflit. La concentration médiatique, économique et électorale, continue de modeler l'opinion publique et à conditionner les marges de la démocratie. La pensée de Camilo invite à une lecture critique de ces hégémonies. Il nous rappelle que la lutte pour la justice n'est pas seulement économique, mais aussi culturelle et symbolique : c'est une dispute pour le sens de l'histoire et pour la légitimité des demandes populaires.

Dans le contexte actuel de la Colombie – marquée par l'implantation incomplète des Accords de paix. La persistance d'économies illégales, la polarisation politique et les défis de la dénommée « Paix totale » - la mémoire de Camilo interpelle autant les insurgés que l'État, les Églises et les mouvements sociaux. Sa figure ne peut pas être instrumentalisée ni se réduire à une consigne, elle exige une cohérence éthique, une ouverture au dialogue et un engagement envers la vie.

## **5. Camilo aujourd'hui : mémoire vivante et défi collectif**

Camilo continue à parcourir les sentiers et les chemins, les universités et les quartiers populaires, dans les hommes et les femmes anonymes qui travaillent pour la dignité humaine. Il vit dans ceux et celles qui organisent des processus communautaires, chez ceux qui défendent le territoire face à l'extractivisme prédateur, chez ceux qui cherchent la vérité et la justice pour les victimes, chez ceux qui croient que la foi chrétienne ne peut être séparé de la transformation sociale. Mais aussi, son lègue nous oblige à une réflexion critique : Aujourd'hui, comment articuler radicalité éthique avec la défense inconditionnelle de la vie? Comment conjuguer l'indignation face à l'injustice avec la construction patiente de la paix? Comment éviter que la polarisation et la violence symbolique reproduisent des logiques d'exclusion?

### **Réflexion finale pour le contexte actuel**

Dans la Colombie d'aujourd'hui, traversée par des disputes politiques intenses, par des avancées et des reculs pour la paix, par des crises environnementales et par de profondes inégalités persistantes, la mémoire de Camilo Torres Restrepo ne peut pas être nostalgie, ni mystification. Elle doit être discernement. Sa vie nous rappelle qu'il n'y a pas de neutralité possible devant l'injustice, que la foi sans engagement historique est vide, que la politique sans éthique se corrompt, et que la transformation sociale sans horizon de réconciliation peut se déshumaniser. Camilo d'hier interpelle le présent pour que la recherche de la justice ne se convertisse pas en haine, pour que la paix ne soit pas un simple silence des fusils sinon la dignité garantie et pour que l'unité populaire ne se dilue pas en fragmentations stériles.

Le défi actuel n'est pas de répéter ses gestes, sans actualiser son esprit : construire d'amples convergences, défendre la vie sous toutes ses formes, articuler la foi et la politique sans fanatisme, et soutenir l'espérance historique même au milieu de l'adversité.

Parce que tant qu'il y aura de l'injustice, de l'exclusion et de l'oubli, l'amour efficace continuera d'être une tâche à accomplir. Et dans cette tâche, Camilo – comme mémoire vivante et conscience critique – continue de marcher avec nous.

Depuis différents territoires de Colombie

15 février 1985

Site de Amerindia 23 février 2026.

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier

## Mémoire subversive de la vie subversive de Dom Pedro Casaldaliga

Par Juan José Tamayo, Amerindia, 01 mars 2026

Je ne veux pas oublier de souligner le 16 février, journée où nous célébrons le 98 anniversaire de naissance de Dom Pedro Casaldaliga. Je veux le commémorer en rappelant la mémoire subversive de sa vie, également subversive et des causes pour lesquelles il a lutté et consacré sa vie.

### **Théo-poète de la libération**

Pedro Casaldaliga a été “ un poète de vie et de parole consubstantielles”, comme le définit le poète et directeur d’Esthétisme à l’université de Barcelone, José Maria Valverde, et “théo-poète de la libération” comme je qualifie moi-même, autant que le furent Rubem Alves et Ernesto Cardenal. Il fut un esthète de la parole incarnée, maître du bien dire qui chez lui signifie “être”, “vivre” et “faire”. Sa poésie n’était pas évasive, sinon qu’elle avait les pieds dans la réalité, elle était transmise d’indignation et de douleur à cause de l’injustice et de la faim dont souffre – et continue de souffrir – la majorité de la population.

Il analysa la réalité avec les yeux des personnes les plus vulnérables, des collectifs appauvris et des peuples opprimés, qui comme il disait: “voit avec une autre lumière”. Ce fut la lumière qui l’amena à critiquer le néolibéralisme, qu’il qualifia du “grand blasphème du 21ème siècle”. Mais il ne demeura pas dans la critique et la dénonciation, mais qu’en plein ère néolibérale, il se fit “ouvrier de l’utopie” d’un Autre monde possible, en syntonie avec la proposition du Forum social mondial, qui eut lieu 7 fois au Brésil. Utopie de la libération qu’il ne considérait pas comme un idéal irréalisable, mais comme le but qui peut être atteint au moyen de l’engagement par le chemin de l’espérance contre toute espérance”.

Casaldaliga fut aussi un prophète aux yeux ouverts qui éveilla les consciences endormies de plusieurs citoyens conformistes et de chrétiens et chrétiennes qui, selon les écrits de Georges Bernanos, sont “capables de s’installer confortablement aux pieds de la croix du Christ”. C’était un révolutionnaire universaliste qui croyait dans “l’International des fronts levés, de la voix d’égal à égal et des mains entrelacées” et il accompagna les révolutions qui eurent lieu en Amérique latine, souvent par sa présence physique, comme ce fut le cas pour la Révolution sandiniste.

## **Intellectuel compatissant**

Casaldaliga servit comme intellectuel critique, anticonformiste et compatissant envers les victimes du colonialisme, du capitalisme, du patriarcat, de l'aporophobie (la peur des pauvres) et de l'exploitation de la Terre. Il fut, sans doute, l'un des plus intellectuels les plus lucides d'Amérique latine, qui offrit des récits alternatifs aux récits officiels du système, il a construit des espaces de convivialité et de dialogue symétrique au lieu de champs de bataille et de monologues, il déstabilisa le (dés)ordre établi et il révolutionna les esprits installés.

Il fut critique de tous les pouvoirs : politique, religieux, économique, incluant les pouvoirs cachés du "Saint Siège", jusqu'au point d'avoir l'audace de demander au Pape Jean-Paul II d'abandonner le Vatican et de suivre le chemin de l'Évangile. Il affronta et dévoila les grands systèmes de domination avec ses seules paroles et son exemple de vie.

Une autres de ses options fondamentales de vie fut l'écologie, suivant l'écologiste François d'Assise. Avec son collègue et ami, Dom Tomas Balduino, évêque de Goias, il créa la Commission pastorale de la Terre de la Conférence épiscopale du Brésil, qui appuya les luttes et les revendications du Mouvement des sans terre (MST).

Il réclama le droit des Premiers peuples, les premiers écologistes, à leur territoire, que les grands propriétaires terriens s'étaient emparés sans aucun égard envers leurs propriétaires légitimes et compassion pour la nature. Casaldaliga exigea la reconnaissance des droits de la Terre-Mère(Pachamama), que les Premiers peuples considéraient sacrée et avec laquelle ils formaient une communauté éco-humaine. La meilleure représentation symbolique de sa conscience écologique fut la Messe de la Terre sans mais qu'il écrivit.

## **Spiritualité anti-hégémonique**

Dans la sphère religieuse, il se démarqua comme missionnaire au service des secteurs les plus vulnérables de la société, mystique solidaire envers les processus révolutionnaire, contemplatif dans la libération, évêque en rébellion et en insurrection évangélique, pasteur au service du peuple. Il vécut une spiritualité anti-hégémonique et anti-impériale.

"Chrétienement, affirmait-il – la consigne est très clair (et très exigeante) et Jésus de Nazareth nous l'a donnée...: Contre la politique oppressive de n'importe quel empire, opposé la politique libératrice du Règne. Le Règne du Dieu vivant, qui est des pauvres et de tous ceux et celle qui ont faim et soif de justice. Contre l'agenda de l'empire, l'agenda du Règne."

Casaldaliga prêcha le Règne d'un Dieu qui lutte contre l'empire et il critiqua l'Église "quand elle ne coïncide pas avec le Règne." Il contient de rappeler ici le poème "Ode contre Reagan", qui nous rappelle l'Ode de Ruben Dario adressée à Roosevelt.

### **Pères et mères de l'Église latino-américaine**

Casaldaliga a suivi le sentier des évêque que Joseph Comblin appelle : "Les Père de l'Église d'Amérique latine", qui mirent en pratique le Pacte des Catacombes signé à Rome en novembre 1965 pendant la quatrième session du Concile Vatican II, auquel adhérèrent plus de 500 évêques. Ils firent l'option d'une Église pour et par les pauvres, ils dénoncèrent les dictatures, ils furent persécutés, ils mirent leur vie en péril et certains furent assassinés, devenant des martyres, comme Mgr Romero, José Girardi et Angellili... Ils furent soumis à des procès, surveillés par la police, subirent des enquêtes inquisitrices de la part des congrégations du Vatican, ils souffrirent des condamnations et certains furent même destitués de leurs fonctions épiscopales.

Je me demande s'il y a eu et s'il continue d'avoir "des Mères de l'Église d'Amérindia" et je réponds affirmativement, mais elles ne furent reconnues que très tardivement. Ce manque de reconnaissance est la meilleure preuve de la persistance du patriarcat jusque dans le christianisme libérateur.

### **"Mes causes sont plus importantes que ma vie".**

Pedro Casaldaliga affirma cela à maintes reprise. Voici les cinq principales causes qu'il défendit tout au long de sa vie:

- La cause des communautés afro-descendantes, indigènes et paysannes, soumises au colonialisme, au racisme et au capitalisme sauvage. Sa Messe de la Terre sans mal est la meilleure expression de sa solidarité et de son identification avec les peuples autochtones. Sa Messe des Quilombos constitue la meilleure reconnaissance de la dignité des peuples afro-descendants soumis à l'esclavage depuis des siècles et aujourd'hui encore, de la défense de leur identités culturelles et religieuses et de leurs territoires.
- La cause des femmes discriminées parce qu'elles sont femmes, pauvres, pour appartenir aux classes populaires, aux cultures et ethnies originelles : femmes dépréciées et soumises à la violence par le patriarcat politique et religieux jusqu'au féminicide, et pour pratiquer des spiritualités et des religions qui ne correspondent pas aux dénommées « grandes religions ». Il fit sienne la cause des femmes paysannes, indigènes, noires, prostituées, dont il dénonça la marginalisation sociale.
- La cause de la Terre, considérée sacrée par les communautés indigènes, sujet de droits et non vénale.

- La cause du dialogue interreligieux, interculturel et inter-ethnique. Il n'imposa pas sa foi, ni n'affirma que la religion chrétienne était l'unique véritable religion, sinon qu'il répéta et partagea les cosmo visions, les spiritualités et les sagesse des communautés originelle, il dialogua avec elles sans arrogance ni complexe de supériorité et sans établir de hiérarchies, autant qu'il reconnu leurs divinités.

- La cause des martyres, en commençant par le proto martyr du christianisme Jésus de Nazareth suivi du père João Bosco, assassiné devant lui par la police, monseigneur Romero, archevêque prophétique de San Salvador, qu'il déclara saint dans son mémorable poème « « Saint Romero des Amériques », et par le martyr collectif des « Premiers peuples crucifiés », sur lesquels il écrivit un article dramatique et accusateur dans la revue internationale de Théologie Concilium en 1983.

Casaldaliga est l'un des symboles les plus lumineux du christianisme libérateur en pleine montée des mouvements religieux fondamentalistes qui sont en train de changer la carte religieuse et politique d'Amérique latine. Il s'est convertit en un phare lumineux dans l'obscurité du présent au moment de protagonisme de l'extrême-droite politique au niveau local et global, qui constitue une menace pour la démocratie et une perversion des valeurs fondatrices du christianisme.

Ses textes, appuyés dans l'authenticité de sa vie, sont aujourd'hui, selon moi, la meilleure réponse à ce virage politique vers l'ultra-droite et ils constituent la base pour la proposition d'une alternative de démocratie radicale, c'est-à-dire, participative, de base et dans toutes les sphères : éthique, politique, économique, social syndical, culturel, éducatif, écologique, etc.

Ignacio Ellacuria a dit : "Avec Monseigneur Romero, Dieu passa par le Salvador". Je me risque à écrire : "Avec Pedro Casaldaliga, "le Dieu de tous les noms" passa par le Brésil.



## Donald Trump, le principal belliciste

Par Branko Marcetic\* – Jacobin

Les États-Unis attaquent l'Iran parce que Donald Trump était déterminé à entraîner le pays dans une guerre à tout prix, malgré avoir insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'il ferait exactement le contraire.

Ils l'ont finalement fait. De toutes les guerres absurdes et insensées menées par les États-Unis au Moyen-Orient, celle lancée ce week-end contre l'Iran restera sans doute dans l'histoire comme la plus absurde et la plus inutile. C'est une guerre superflue, et même celui qui l'a déclenchée semble ignorer les raisons qui la sous-tendent.

Bien sûr, c'est Trump qui a déclenché cette guerre. Trump, le « pacificateur ». Trump, le « [négociateur en chef](#) ». Trump, dont l'ascension politique s'est construite sur des attaques contre la guerre destructrice de George W. Bush en Irak ; qui n'a cessé de mettre en garde contre le risque que son rival politique déclenche une guerre contre l'Iran.

Durant son mandat, Trump a systématiquement fait le contraire de ce qu'il avait promis, que ce soit en bafouant la liberté d'expression et en renforçant la censure d'internet, ou en réduisant les budgets de Medicaid et de la sécurité sociale et en augmentant le coût de la vie. À présent, il peut ajouter à cette liste l'engagement des États-Unis dans une nouvelle guerre sanglante au Moyen-Orient, dernier exemple en date de son mépris pour les électeurs qui, même s'ils n'approuvaient pas tout ce qu'il disait ou défendait, croyaient sincèrement qu'il tiendrait au moins sa promesse.

Soyons clairs : les États-Unis sont engagés dans cette guerre parce que Trump était déterminé à y entraîner le pays à tout prix. Quelques heures seulement avant que Trump ne la lance, le ministre des Affaires étrangères d'Oman, médiateur des négociations nucléaires de dernière minute qui se sont tenues ces derniers jours, [a révélé](#) les concessions considérables faites par les Iraniens : non seulement ils ont accepté de ne pas constituer de stock d'uranium, rendant ainsi impossible la fabrication d'une bombe, mais ils ont également accepté de diluer l'uranium qu'ils possèdent actuellement et de se soumettre à une vérification complète par des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces concessions auraient été bien plus importantes que celles obtenues par Barack Obama dans son accord avec l'Iran, et elles s'accompagnaient d'une promesse explicite que le pays ne posséderait jamais l'arme nucléaire, une promesse que ses dirigeants ont constamment affirmée au fil des décennies et réitérée à maintes reprises [la semaine dernière](#).

Et pourquoi s'en préoccuper ? L'Iran, pays replié sur lui-même, [isolé et lointain](#), [ne représente aucune menace sérieuse pour les Américains](#), qui vivent à des milliers de kilomètres et sont protégés par des forces armées dont le budget est environ quarante fois supérieur à celui que l'Iran a récemment alloué à ses propres forces. En réalité, maintenant que la guerre a enfin commencé, les bellicistes [admettent volontiers](#) que l'Iran est militairement bien inférieur aux États-Unis.

C'est précisément pourquoi les États-Unis et Israël ont pu impunément mener une série d'attaques non provoquées contre le pays au cours de la dernière décennie, ne subissant que des représailles théâtrales qui, jusqu'à l'année dernière, étaient soigneusement planifiées et annoncées à l'avance pour permettre au régime de sauver la face tout en évitant une guerre qu'il ne souhaitait pas mener.

L'Iran n'a **aucun moyen** d'attaquer sérieusement le territoire continental des États-Unis, malgré les mensonges répétés par Trump et ses acolytes. Ce pays ne possède aucune arme de destruction massive (ADM) dont on invoque aujourd'hui, à l'instar de la guerre frauduleuse de George W. Bush en Irak, le prétexte fallacieux pour justifier ce conflit. En réalité, l'Iran n'est que le dernier d'une série d'États relativement faibles et dépourvus d'ADM ciblés par les tentatives de changement de régime menées par Washington au XXI<sup>e</sup> siècle, parmi lesquels l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et, plus récemment, le Venezuela et Cuba. Pendant ce temps, la Corée du Nord, lourdement armée, reste à l'abri de toute attaque américaine et Trump entretient une **relation privilégiée** avec son dirigeant. À l'instar de ces autres pays, l'Iran n'est pas attaqué parce qu'il représente une menace pour les États-Unis, mais précisément parce qu'il n'en représente aucune.

C'est pourquoi, cette année, Trump et tous les autres néoconservateurs qui ont réclamé cette guerre à cor et à cri n'ont cessé de la justifier. Vous souvenez-vous de janvier, quand Trump nous a dit qu'il fallait renverser le gouvernement iranien pour protéger les courageux civils iraniens tués par leur propre gouvernement ? Aujourd'hui, la logique est inversée : l'armée américaine doit tuer ces mêmes civils iraniens pour renverser leur gouvernement.

Cela n'a rien changé. Trump a passé la semaine à mentir, affirmant que les Iraniens refusaient de faire cette promesse, et dans l'une de ses dernières déclarations publiques avant de déclencher la guerre, il a déploré le manque de progrès supposé dans les négociations. S'il l'avait vraiment voulu, Trump aurait pu conclure un accord – un accord dont il aurait pu se vanter toute sa vie, le jugeant supérieur à celui d'Obama. Mais il ne l'a pas fait.

Il n'existe aucun scénario dans lequel cette guerre serve les intérêts américains. La vie de milliers de soldats américains est désormais menacée, tandis que plusieurs bases américaines dans les pays voisins du Golfe ont déjà été la cible de frappes de drones et de missiles iraniens en représailles, alors que le conflit s'intensifie considérablement et entraîne l'implication des pays voisins. La fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transite 20 % du pétrole mondial, pourrait, au mieux, faire flamber les prix pour les consommateurs et aggraver la crise du logement aux États-Unis (que Trump ignore déjà), et, au pire, déclencher une récession mondiale.

Pourquoi faut-il renverser le régime iranien ? L'an dernier, c'était à cause de son programme d'enrichissement nucléaire, que Trump prétendait avoir détruit lors de sa première intervention militaire en juin dernier. Le mois dernier, c'était à cause des armes non nucléaires de l'Iran, notamment son arsenal de missiles balistiques. La semaine dernière, Trump a de nouveau mis l'accent sur l'enrichissement nucléaire, jusqu'à ce que, ces dernières heures, il décide de prétendre vouloir instaurer la démocratie en Iran, une mission qu'il a rapidement entreprise **en bombardant une école primaire** et en tuant près de 100 fillettes.

La raison importe peu, et Trump et sa clique belliciste ne font même pas semblant du contraire. Lors d'une réunion de haut niveau sur la sécurité nationale il y a deux semaines, Trump aurait demandé **au** directeur de la CIA et au chef d'état-major des armées leur avis sur la stratégie américaine globale en Iran, oubliant apparemment que c'est le président qui définit la stratégie et les militaires qui se contentent de l'exécuter. Autrement dit, Trump n'a aucune idée de ce qu'il cherche à accomplir, comme en témoignent déjà ses justifications changeantes, son approche erratique des négociations et le fait qu'il évoque déjà des « **voies de sortie** ».

Alors, à qui cela profite-t-il ? La réponse est évidente : à une direction israélienne belliciste, de plus en plus influencée par une [vision néo-biblique](#) délirante qui cherche à instrumentaliser les États-Unis pour raser le Moyen-Orient et annexer les territoires restants. Comme l'a rapporté CNN, la guerre a été lancée à la veille de Pourim, fête juive qui s'inspire d'un récit biblique évoquant une menace venue de l'Iran contemporain. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a d'ailleurs fait de nombreuses références à cette histoire dans sa déclaration concernant les attaques.

Des responsables israéliens [ont déclaré à Reuters](#) qu'Israël avait non seulement participé à la planification de cette guerre pendant des mois, mais que cette date hautement symbolique avait été choisie il y a des semaines (une information qui a depuis mystérieusement disparu du rapport sans explication). Si cela s'avère exact, cela suggère que la diplomatie américaine de la semaine dernière n'était qu'une mascarade, et qu'il s'agit en réalité d'une guerre israélienne, sous-traitée pour que des Américains y combattent et y meurent. Benjamin Netanyahu tente [d'impliquer les États-Unis](#) dans ce conflit depuis plus de 30 ans, notamment à plusieurs reprises lorsque Joe Biden, affaibli et malade, était au pouvoir. Cependant, il n'a obtenu gain de cause qu'avec l'arrivée au pouvoir de Trump, ce dernier se révélant encore plus servile envers les Israéliens.

Suite aux informations faisant état de la mort de l'ayatollah Khamenei et d'autres hauts responsables iraniens, Trump tentera probablement de présenter cela comme une victoire rapide, voire de se distancer de la guerre qu'il a déclenchée. Ce sera peut-être plus facile à dire qu'à faire. Chaque vide de pouvoir créé par les États-Unis au Moyen-Orient a engendré des guerres civiles et une anarchie totale, et même la [CIA avait anticipé](#) que le successeur de Khamenei serait un régime encore plus brutal, dirigé par des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique.

Une autre possibilité, l'effondrement total du gouvernement iranien, pourrait engendrer un chaos anarchique comparable à celui de la Libye, mais à une échelle encore plus vaste, faisant du pays un terreau fertile et un refuge pour les militants. Dans les deux cas, Trump et l'ensemble de Washington seraient confrontés au dilemme suivant : soit impliquer davantage les États-Unis et risquer un enlisement pour obtenir une transition favorable à leurs intérêts, soit se retirer et laisser les choses suivre leur cours, ce qui pourrait entraîner de futures menaces contre les bases américaines et Israël, et potentiellement ramener les États-Unis dans le conflit. Trump a lancé cette guerre suite au succès de l'enlèvement de Nicolás Maduro, mais il s'agit d'une opération très différente contre un pays très différent.

Nous ignorons ce que l'avenir nous réserve, et Trump lui-même l'ignore, malgré son espoir de se sortir rapidement et sans encombre des événements qu'il a déclenchés. Une chose est sûre, cependant : Trump est loin d'être le fléau des néoconservateurs que ses plus fervents partisans espéraient et croyaient. Trump est le néoconservateur par excellence.

\*Branko Marcetic, rédacteur en chef du magazine Jacobin et auteur de Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden

## Protectorat

Par Alvaro Garcia Linera

26 février 2026

Le capitalisme est né du colonialisme. Depuis lors, cette qualité d'origine historique, loin de disparaître, n'a fait que muter et se diversifier. On peut dire que c'est une manière d'organiser les hiérarchies mondiales, substantielle à toutes les formes modernes d'accumulation économique marchande.

Au cours des cinq derniers siècles, le capitalisme européen a déployé plusieurs variantes du colonialisme, chacun plus cruel que l'autre, tant en Amérique qu'en Asie et en Afrique. Pour leur part, les États-Unis, en seulement deux siècles, les ont toutes concentrées et ils les ont complexifiées dans leur qualité spoliatrice. Ils appliquèrent les modèles européens de « colonialisme d'extermination » et de « colonialisme de colonisation » au cours du 19<sup>ème</sup> siècle sur la majorité des terres indigènes d'Amérique du Nord. Ils revendiquèrent leur « destinée manifeste » d'une Amérique anglosaxonne pour envahir et s'emparer de 2 millions de km carrés du territoire mexicain qui correspondent aujourd'hui aux États de Californie, de l'Utah, du Nevada, du Texas, du Nouveau Mexique, du Colorado, de Kansas et de l'Arizona.

Mais, à la différence de leurs prédécesseurs, les États-Unis employèrent ces types d'occupation spatiale comme manière de construire l'unité territoriale de l'État, non pas comme une expansion territoriale de leur domaine. L'usurpation des terres indigènes et mexicaines fut absorbée comme partie d'un État continental protégé par les océans Atlantique et Pacifique. Tandis que la soumission d'autres sociétés et pays du globe, malgré 11 guerres déclarées et près de 400 invasions exécutées, incluant l'emploi de la bombe atomique et l'installation de bases militaires permanentes (Japon, Allemagne, Royaume-Uni), n'ont pas débouché sur un « colonialisme de colonisation », avec la présence permanente de population envahisseuses exerçant le contrôle administratif, militaire et économique du pays occupé.

Pour cela, ils auraient eu besoin d'énormes sommes d'argent, d'une bureaucratie gigantesque, de gouverneurs et de nombreuses troupes dans plus de 150 pays. À la différence du colonialisme anglais, hollandais, français, allemand ou belge, qui eurent des aires limitées d'expansion coloniale dans différentes parties du monde, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la domination états-unienne a eu une dimension géopolitique de prétention universelle.

Pour cela, ils préférèrent perfectionner les mécanismes assujettissement colonial fondé sur le mode de « la coercition économique », qu'ils appliquent par la force globale de leur pouvoir technologique, commercial et financier ou, en d'autres cas, qu'ils appliquent immédiatement après des périodes d'occupation militaire (Panama, Irak, Libye, Afghanistan...).

Ainsi, une fois accomplie « la soumission » des nations agressées par l'action des canonnières, des avions, des chars et des marines états-uniens, inexorablement arrivèrent les entreprises privées nord-américaines pour extraire les matières premières, tout comme le FMI et la Banque mondiale débarquèrent pour endetter davantage le pays. Mais, dans la majorité des cas, les élites politiques locales, serviles et complexées, accomplissent le même rôle d'abdication des sociétés, qu'il s'agisse d'une soumission volontaire (néolibéralisme) ou de guerre interne (dictatures militaires), qui ouvre le chemin aux mêmes corporations et banques états-uniennes.

C'est ce que nous sommes venus à qualifier de « néocolonialisme ». Dans ce cas, l'extraction des ressources et l'exploitation ouvrière ne requièrent pas d'une bureaucratie énorme ni d'une armée d'occupation étrangère. Les relations hiérarchiques inégales d'un échange inégal, (Arghiri Emmanuel, 1973), la dette externe (Éric Toussaint, 2018), la fuite des capitaux (Roberts, 2021) et la subordination culturelle (Edward Said, *Orientalisme*, 2003), créent une trame de d'assujettissement qui rend possible le transfert des matières premières, de l'argent, du travail, des connaissances et la subordination morale envers la puissance impériale d'une manière encore plus effective et moins coûteuse que l'occupation classique de colonisation.

Le néocolonialisme suppose un État ayant une souveraineté fragmentée et des institutions locales qui maintiennent la cohésion de la société. Mais l'extraction des richesses vers l'étranger et l'influence même sur la vie politique, se réalisent avec l'acquiescement de la bureaucratie politique locale. Comme l'a démontré Nievas et Sodano entre 1970 et 2022, l'équivalent de 1 à 2% du PIB national des États-Unis et des pays les plus riches, provient des transferts nets des pays pauvres (Wid.World, 2024).

Dans les décennies de domination absolue des élites libérales globales et le déclin apparent irréversible des États, apparurent des utopies libertariennes qui imaginèrent un flux de commerces globaux, sans la nécessité d'avoir recours au support de l'État. On parla de « Villes privées » ou de « Zones économiques spéciales » (Roatan au Honduras), où s'établissaient des statuts spéciaux et où les services gouvernementaux étaient fournis par les entreprises privées. Cependant, ces projets entrèrent rapidement en confrontation avec la réalité crue. À ce jour, il n'existe pas une autre façon d'unir la société, sur une base territoriale et avec un effet contraignant, qui peut se substituer à l'État. Les marchés n'y sont pas parvenus.

Maintenant, ce sont d'autres temps et déjà il n'y a plus de place pour ces velléités globalistes. Les États-Unis ont été déplacés de leur domination mondiale dont ils ont joui au cours des 30 dernières années. Ils doivent se replier toujours davantage dans leur « aire d'influence » primordiale. Les données sont éloquentes. La Chine qui en 1980 représentait 2,3% du PIB mondial, mesuré en parité du pouvoir adquisitif, aujourd'hui produit 19,8%, alors que les États-Unis qui représentait 21% du PIB mondial, ne sont plus aujourd'hui qu'à 14,5% (FMI, X, 2025).

Pour sa part, la Russie a pu démontrer avec l'invasion de l'Ukraine qu'elle possède la musculature militaire et économique pour s'ériger encore une fois comme principale puissance euro-asiatique. Tandis que l'Union européenne, en raison des menaces d'annexion du Groenland, a démontré aux États-Unis qu'elle pouvait elle aussi lui infliger des dommages économiques comme, par exemple, en vendant ses bons du trésor états-uniens qu'elle possède (2 billions de dollars), ou le retrait possible de ses dépôts dans les banques de New York (un autre 2 billions de dollars).

Dans un monde aussi fragmenté par la compétition des puissances et des empires, les formes coloniales se transforment également.

Les invasions et les bombardements états-uniens n'importe où dans le monde ne vont pas cesser, mais ils seront toujours plus courts dans le temps, dévastateurs par leur efficacité technique, et sans occupation militaire prolongée. L'arme préférée pour subordonner des États sont maintenant les guerres de tarifs douaniers, les blocus et les chantages économiques. C'est-à-dire, un type de « pouvoir économique dure » qui est le propre des temps d'hégémonies compétitives, différent du « pouvoir économique mou » (dette, échanges inégaux...) qui furent les moyens privilégiés de la défunte phase de l'exclusivité hégémonique nord-américaine. Ce type de « pouvoir mou » ne disparaîtra pas, mais il ne sera plus prédominant.

Déjà, à l'intérieur de la « zone d'influence » états-unienne, la forme coloniale subit des modifications substantielles.

La première. Nous assistons de façon récurrente à des actes de force destinés à élargir l'espace territorial des États-Unis. Les déclarations de Trump de changer le nom du Golfe du Mexique pour le « Golfe de l'Amérique », sa menace de reprendre le contrôle du canal de Panama, de convertir le Canada en 51ème État ou d'assumer la propriété du Groenland, parle d'une volonté manifeste de la part de l'État d'élargir le territoire souverain des États-Unis à partir de ses voisins. Ces prétentions expansionnistes vers le nord et le centre du continent pour les intégrer dans un « espace vital » se maintiendra au cours des prochaines années.

La seconde. On renflouera la figure des protectorats pour maintenir le contrôle économique et politique des pays détenteurs de matières premières « stratégiques » (pétrole, terres rares, lithium, cuivre, etc.) pour l'industrie nord-américaine, ou d'espace géographique d'intérêt élevé pour les investisseurs privés.

Un protectorat est un État indépendant qui a cédé certains des principaux ressorts de sa souveraineté à un État plus fort (« Le Protecteur »). L'État soumis maintient l'ensemble de sa législation et de ses institutions qui permettent la cohésion politique-culturelle de la population sur le territoire. Cela fait partie de l'autorité sociale locale que le « Protecteur » n'a pas la capacité de remplacer, du moins sans un coût économique et politique élevé. Mais le pouvoir des relations extérieures, de ses principales activités productivistes (extractivistes) et financières, sont sous la tutelle de la puissance étrangère.

En certaines occasions cette forme de « gouvernement indirect » (Frederick Lugart, 1905) ou partagé, peut coexister avec de petites, mais effectives, occupations militaires et bureaucratiques, dans d'autres cas, la menace d'intervention militaire est suffisante pour diriger de l'extérieur les principales sphères de l'économie et de la défense. Le Maroc fut protectorat de la France et de l'Espagne, l'Égypte de la Grande-Bretagne, entre 1882 et 1922. En Amérique latine, les États-Unis exercèrent le protectorat au Nicaragua (1912-1933), en République dominicaine (1916-1924) et, entre autre, à Cuba de 1903 à 1934.

Il est symptomatique qu'au même moment où les États-Unis prétendent ressusciter des versions rénovées de protectorats pour contrôler le pétrole et les flux de devises au Venezuela, ou sur le Groenland, pour s'approprier de ses minéraux et des routes commerciales dans l'Arctique, le président Donald Trump ait rebaptisé la Doctrine Monroe (qui avertissait les puissances européennes que l'Amérique était la chasse-gardée des États-Uniens) avec le nom de « Doctrine Donroe ». Sous ces parapluies illégaux et moraux, les différents gouvernements des États-Unis, au cours de leurs 150 premières années, quadruplèrent l'extension territoriale de leur pays et érigèrent de nombreux protectorats sur plusieurs pays d'Amérique latine. C'est l'agrandissement intérieur, au coût de la mutilation des voisins. Pour l'Amérique latine, c'est une reconfiguration substantielle des conditions de possibilité de souveraineté politique et la démocratie même qui seront différentes de celles qui prévalurent au cours des 40 dernières années.

Toutefois, il s'agit également d'une confession dramatique : celle de la contraction impériale. Les États-Unis abdiquent leur rôle de dirigeant du monde, comme ils y étaient parvenus depuis 1989. Maintenant, ils contrôleront leur « sphère d'influence » continentale avec l'application agressive de formes coloniales de fait. Ils chercheront à contenir et à atténuer les réseaux commerciaux qu'a la Chine et, ensuite, ils s'associeront avec le reste du monde dans des relations de compétition hostiles ou de soumission, selon la force que les autres pays parviendront à déployer. Nous sommes entrés dans un monde géo-fragmenté, non seulement par le repli des chaînes de valeurs pour des calculs de « sécurité nationale » et de rivalités stratégiques, ou par la montée de politiques protectionnistes et de guerres douanières de tous contre tous, mais aussi par la lente implosion de l'hégémon nord-américain qui, de superpuissance globale, passe au rang de puissance régionale enragée. Et pour les pays qui veulent s'objecter à ce destin de subordination, ce qui se trouve devant eux, c'est un nouvel agenda de souveraineté nationale, d'industrialisme régional et d'anticolonialisme.

Alavro Garcia Linera (Cochabamba, 1962) est l'une des figures intellectuelles les plus marquantes du marxisme latino-américain. Étudiant de mathématique à la UNAM (Université national du Mexique), il participa à la fondation du Tupaj Katari, Armée de libération de la dictature en Bolivie. Comme prisonnier politique, il passa plusieurs années à la prison de Chonchocoro de La Paz. Il fut élu vice-président de Bolivie en 2006 et réélu jusqu'au coup d'État constitutionnel de 2019 qui l'obligea à s'exiler avec le président Evo Morales. Auteur de plus de vingt livres, son dernier : « Le concept d'État chez Marx : le commun par le monopole » (Akal 2005), explore les propositions théoriques qui, depuis le marxisme et la pensée critique, ont été faites sur l'État ainsi que la position de Marx sur la question.

## Des nouvelles du CAPMO

**Soirée mensuelle du 19 mars 2026**

**Éco-féminisme et Justice climatique**

**Animée par le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale nationale (RGF-CN)**

**2ème étage du 435 rue du Roi à Québec**

**Événement Romero 2026**

**L'Évangile de la révolution, documentaire sur la Théologie de la libération  
suivi d'une discussion et d'un goûté.**

**Dimanche 22 mars de 12 h à 16 h, Centre Durocher, 680 rue Raoul Jobin à Québec**

**Journée de ressourcement**

Vos engagements en faveur d'un monde plus juste et plus solidaire vous passionnent et vous pèsent à la fois ? Venez vous ressourcer, reprendre votre souffle et vous laisser inspirer par d'autres pour continuer à lutter à résister et à ré-enchanter le monde.

**Vendredi 3 avril de 9 h 30 à 15 h 30, 2ème étage du 435 rue du Roi à Québec**

**Projection du film Voir-Juger-Agir, l'histoire de la JOC au Québec**

**Mercredi 8 avril 2026 à 19 h 15**

**Cinéma CLAP à Ste-Foy, 2580 Boul. Laurier, Québec. entrée par la rue Bernardin-Morin, Place-Ste-Foy**

**Soirée mensuelle du CAPMO, jeudi 16 avril à 18 h 30  
Sujet à déterminer**